

vations par James Miller, et ordre fut donné à Macarmick par le secrétaire d'Etat de transmettre un rapport complet touchant les mines. Conformément à cet ordre, Macarmick transmit un relevé de la quantité de houille qui avait été extraite à Spanish-River du 10 octobre 1787 au 10 octobre 1792, avec une copie du contrat qui avait été passé avec Tremain et Stout, mais les archives ne font pas voir ce que Moxley était devenu. Le contrat en question ne plut pas au gouvernement, comme Macarmick en fut informé par le secrétaire d'Etat, mais l'on permit aux locataires des mines de continuer à les exploiter aux conditions arrêtées, les recettes de ce chef devant être portées à un compte spécial, et le général commandant le district ou le lieutenant-gouverneur n'en devant toucher aucune partie. Selon toute apparence, l'industrie minière s'était assez développée pour justifier la construction d'un quai d'expédition, car ordre fut donné d'en ériger un.

James Miller, dont il vient d'être parlé, fut nommé surintendant des houillères du Cap-Breton ; il fut aussi chargé d'inspecter les houillères des diverses provinces et les salines du Haut-Canada. Sauf une courte visite qu'il fit à la Nouvelle-Ecosse, Miller ne paraît pas s'être absenté de l'île, où il resta jusqu'à sa mort. A la fin de l'année 1793, il quitta l'Angleterre pour aller exercer la charge à laquelle il avait été appelé, mais il dut remettre son voyage à cause du mauvais temps. La date où il atteignit le Cap-Breton n'est pas indiquée, mais le 27 août 1794, il écrivit une lettre qui fait voir qu'il était arrivé à l'île quelque temps avant ce jour-là. Il transmit avec la lettre en question une carte des plans et des rapports, avec un mémoire de Tremain et Stout pour permission de hausser le prix de la houille. Il demanda qu'on n'en vînt à aucune décision au sujet de ce mémoire avant d'avoir pris communication d'un rapport général qu'il était à préparer. La proposition de hausser le prix de la houille fut désapprouvée. Cette détermination ne plut pas à Miller, qui fit rapport que les fermiers des houillères n'avaient réalisé aucuns profits. Il est clair par la correspondance que les mines étaient pillées avec persistance par les maraudeurs ; cela et les menaces de concurrence de la part des marchands de charbon d'Angleterre tendaient à faire tomber le prix de la houille et à diminuer le revenu du pays ainsi que les profits des fermiers des houillères ; mais s'il était presque impossible de réprimer le commerce de contrebande et si la concurrence de la part des marchands de charbon de la Grande-Bretagne, qu'il aurait été contraire à la politique du gouvernement d'entraver, était à craindre, il est difficile de voir ce que les fermiers des mines du Cap-Breton avaient à gagner à hausser le prix de la houille.

Il est inutile d'insister sur les différends qui subsistèrent entre Mathews, administrateur de l'île, et Miller jusqu'à l'époque où Mathews fut remplacé par O'Gilvie, que l'on chargea de prendre des mesures pour la sécurité de l'île et de mettre un terme aux querelles parmi les fonctionnaires, mais il n'y a pas de doute que ces querelles tendirent à retarder le progrès de l'industrie minière.

O'Gilvie, croyant que les fermiers des mines avaient perdu de l'argent dans leur entreprise, opinion partagée par Miller, leur permit de hausser le prix de la houille. La correspondance ne fait pas voir que la concurrence de la part des marchands de charbon d'Angleterre ne se fit pas sentir ni que le commerce de contrebande fût réprimé, mais O'Gilvie fit rapport que la hausse du prix de la houille n'avait pas diminuée la consommation, la demande ayant au contraire augmenté. O'Gilvie ne resta que peu de temps dans l'île et eut pour successeur le colonel Murray, qui reçut le grade de brigadier général. Avant de quitter Halifax pour aller administrer le Cap-Breton, Murray suggéra un changement de politique relativement aux houillères ; il proposa de les exploiter pour